

EST-CE UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE ?

Alors que nous sommes confrontés aux conséquences dramatiques de la crise climatique, il existe un large consensus sur la nécessité d'agir de toute urgence. Les banques publiques de développement (BPD) se présentent comme des championnes de la lutte contre le changement climatique et comme des moteurs clés du développement durable.

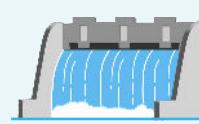
En réalité, ils ne font qu'**aggraver nombre des problèmes qu'ils prétendent résoudre**. Au lieu de s'attaquer à ses causes profondes, ils considèrent la crise climatique comme une opportunité commerciale et perpétuent un modèle économique descendant et extractiviste.

Mais il y a de **bonnes nouvelles**. Partout dans le monde, des communautés locales, des dirigeants autochtones et des groupes de la société civile du Sud résistent à ce modèle de développement prédominant et néfaste. Et ils mènent de puissants combats pour **protéger notre planète**, défendre les **droits humains** et assurer la **prospérité** pour tou·te·s.

PROMESSES VS RÉALITÉ



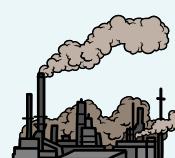
Les BPD font état d'investissements records dans le financement de la lutte contre le changement climatique, mais dans cette vaste catégorie, elles incluent des projets à forte intensité de carbone et des « **fausses solutions** », comme l'hydrogène vert, les énergies renouvelables à grande échelle et les projets de valorisation énergétique des déchets.



La fermeture de vastes étendues de terres à des fins de conservation, de crédits carbone ou de projets d'énergies renouvelables à grande échelle est une source de **déplacement**, de dépossession et de violence.



Malgré leurs engagements en faveur du climat, les BPD ne parviennent pas à éliminer progressivement leur soutien aux infrastructures dépendantes des **combustibles fossiles**.



Les projets qualifiés de « verts » – motivés par la surconsommation au Nord – réduisent les territoires du Sud à des **zones sacrifiées**, affectant particulièrement les peuples autochtones, les femmes et les travailleurs.



La ruée vers les « **minéraux critiques** » (tels que le lithium et le nickel) nuit aux communautés affectées dans les pays du Sud et pollue leurs territoires.



Pour donner la priorité au quantum, à l'efficacité et à la rapidité des investissements dans le financement climatique, les BPD **contournent souvent les consultations** et les processus d'engagement significatifs, ne parvenant ainsi pas à garantir la **transparence**.

Les **bénéfices** ne sont pas partagés équitablement : alors que les communautés du Sud global n'ont toujours pas accès à l'énergie propre, les projets liés au climat bénéficient de manière disproportionnée aux entreprises privées du Nord global.



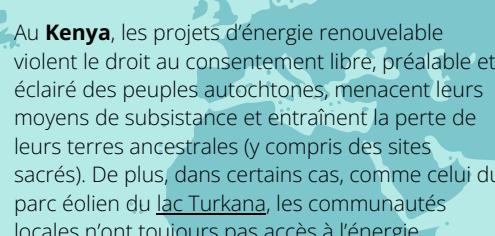
Les défenseur.e.s des droits humains et les communautés, qui expriment leurs inquiétudes concernant des projets problématiques imposés sans leur consentement, sont de plus en plus confrontés à des **menaces et à des attaques**.



Les prêts des banques de développement pèsent sur les pays vulnérables au changement climatique, en exacerbant les **crises de la dette** existantes.



Au **Honduras**, les défenseur.e.s de l'environnement qui dénoncent les violations des droits humains, la corruption et les irrégularités dans le parc éolien de Los Prados sont confrontés à la criminalisation et aux menaces.



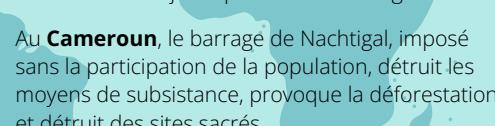
Au **Kenya**, les projets d'énergie renouvelable violent le droit au consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones, menacent leurs moyens de subsistance et entraînent la perte de leurs terres ancestrales (y compris des sites sacrés). De plus, dans certains cas, comme celui du parc éolien du lac Turkana, les communautés locales n'ont toujours pas accès à l'énergie.



Au **Vietnam**, depuis la mi-2021, alors qu'il négocie et met en œuvre un accord international sur une transition énergétique juste (JET) avec plusieurs Institutions de financement du développement (IFD) et gouvernements, le gouvernement vietnamien criminalise les dirigeants environnementaux et climatiques sur la base de fausses accusations.



Au **Chili** et en **Argentine**, les projets d'extraction d'hydrogène vert et de lithium déplacent les populations autochtones et détruisent les écosystèmes.



Au **Tadjikistan**, plusieurs banques de développement financent le barrage hydroélectrique de Rogun, malgré le risque d'impacts environnementaux, sociaux et financiers catastrophiques – y compris le déplacement de plus de 60 000 personnes, dans l'un des pays les plus répressifs du monde.



Au **Cameroun**, le barrage de Nachtigal, imposé sans la participation de la population, détruit les moyens de subsistance, provoque la déforestation et détruit des sites sacrés.

De l'**Ouganda** à la **Zambie**, les gardes forestiers opérant dans les zones de conservation ciblent et tuent les populations autochtones locales.

En **Indonésie**, le Groupe de la Banque mondiale a fourni un financement détourné pour deux nouvelles centrales à charbon, élargissant un projet qui a déjà conduit à des expulsions forcées, détruit des entreprises locales et risque de provoquer des milliers de décès prématurés.

QUE VOULONS-NOUS

Une transition menée par les communautés devrait...

- Être **dirigé par les communautés**, pour répondre à leurs besoins et aspirations
- Respecter les **droits humains** et protéger l'**environnement**
- Être basé sur la **solidarité** et la **redistribution du pouvoir** et des ressources, pour assurer une prospérité et une dignité partagées pour tou-te-s
- Être basé sur une approche **féministe** et intersectionnelle
- S'attaquer aux **inégalités structurelles** exacerbées par la crise climatique

Respecter le droit des communautés à participer aux **processus décisionnels** concernant l'utilisation de leurs terres et de leurs ressources, ainsi que leur droit de refuser.

Respecter le droit au **consentement libre**, préalable et éclairé des peuples autochtones (CLPE)

Veiller à ce que les communautés locales aient accès à l'information et puissent participer en toute sécurité et exprimer leurs préoccupations, sans craindre de **représailles**.

Respecter leurs connaissances ancestrales, leurs **sites sacrés** et leurs pratiques culturelles.

Respecter les **droits fonciers** et sécuriser les **moyens de subsistance**

Fournir un **accès à l'énergie** propre et à l'**eau** pour tou-te-s

Respecter les **droits des travailleurs**

Réparer les préjudices et fournir des **réparations** aux communautés affectées

NOS DEMANDES AUX BANQUES DE DÉVELOPPEMENT

- 1 Reconnaître les communautés comme des acteurs centraux et moteurs de la transition énergétique
- 2 Donner la priorité au financement de solutions énergétiques décentralisées, à petite échelle et menées par les communautés
- 3 Responsabilité en matière de conception, suivi et protection des droits, en tenant compte des besoins et des priorités des communautés

RÉSISTANCE ET SOLUTIONS COMMUNAUTAIRES

Mexique : Le Réseau de biodigesteurs du Chiapas (BIO RED), formé de familles indigènes et paysannes, avec le soutien des organisations locales Otros Mundos et Amigos de la Tierra México, a développé un modèle énergétique communautaire, dans lequel les communautés locales possèdent leurs propres biodigesteurs propres et durables. Ce modèle répond aux besoins des communautés, améliore leur qualité de vie, réduit la déforestation, prévient les impacts dévastateurs des mégaprojets à grande échelle et assure l'autonomie des territoires locaux.

Népal : le Réseau pour l'autonomisation des communautés et la justice sociale (CEMSOJ) a mis en œuvre, en collaboration avec d'autres partenaires, une initiative visant à aider les communautés autochtones et marginalisées à identifier d'éventuelles sources locales d'énergie renouvelable et à mettre en place des projets communautaires (y compris des projets de micro-centrales hydroélectriques).

En réponse aux transitions énergétiques néolibérales qui favorisent des chaînes de production oppressives, les femmes locales et autochtones de toute l'**Amérique latine** mènent des mouvements de résistance pour défendre leurs territoires, leurs ressources communautaires et les services publics. En intervenant dans la sphère publique pour défendre leurs droits, les femmes remettent en cause le pouvoir des entreprises et de l'État, ainsi que le patriarcat ancré dans leurs communautés.

Au **Cambodge**, au **Cameroun**, en **RD Congo**, au **Salvador**, au **Honduras**, au **Népal** et au **Timor-Leste**, le Partenariat pour une énergie juste avec les peuples autochtones (REP) – en collaboration avec le PNUD-SGP-FEM et le FIDA – facilite l'accès des peuples autochtones aux ressources, aux connaissances et aux outils pour mettre en œuvre leurs propres solutions d'énergie renouvelable.

Kenya : Les communautés concernées par divers projets liés aux énergies renouvelables et à l'hydrogène vert s'associent à des défenseurs de l'environnement, des journalistes et des professionnels du droit afin d'élaborer des stratégies communes pour exiger un développement mené par les communautés.

Veuillez scanner le code QR pour consulter notre document de synthèse complet sur une approche communautaire pour une transition énergétique équitable, élaboré par les membres et partenaires de la Coalition pour les droits humains dans le développement.

EN SAVOIR PLUS

